

Unité interdépartementale des deux Savoie
3, rue Paul Guiton, 74 000 Annecy

Annecy, le

4 AVR. 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27 mars 2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

LABORATOIRES GALDERMA
ZI TOUVIERE
74 540 Alby-Sur-Chéran

Références : 20250327-RAP-GaldermaOCP2025
Code AIOT : 0006104519

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27 mars 2025 dans l'établissement LABORATOIRES GALDERMA implanté ZI TOUVIERE 74 540 Alby-sur-Chéran. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques : <https://www.georisques.gouv.fr/>.

La visite s'inscrivait dans le cadre de l'opération régionale relative au contrôle des entrepôts.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LABORATOIRES GALDERMA
- ZI TOUVIERE 74540 Alby-sur-Chéran
- Code AIOT : 0006104519
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société LABORATOIRES GALDERMA est spécialisée dans la recherche, le développement et la commercialisation de solutions en dermatologie, principalement à des fins pharmaceutiques mais aussi cosmétiques. Son établissement d'Alby-sur-Chéran comprend deux unités :

- l'unité de « Montdésir » dédiée à la fabrication industrielle et au conditionnement des produits ainsi qu'à la logistique (magasins de stockage des matières premières et des produits finis, organisation des expéditions),
- l'unité de « Touvière » dédiée au développement industriel des produits dans de petites installations de fabrication et de laboratoires et qui est en charge du contrôle qualité.

Le site s'étend sur 17 hectares, dont 2 sont occupés par les bâtiments (fabrication, stockages, développement industriel, laboratoires...), et emploie environ 450 personnes.

Sur le plan administratif, il a fait principalement l'objet d'un arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter en date du 8 mars 2012, au titre de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement, modifié le 13 mars 2015 et le 21 mars 2016.

2) Constats

2-1) Introduction – Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle. À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle, sa référence réglementaire et la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats – Les fiches de constats en partie 2-4 fournissent les informations exhaustives pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

fiches de constats faisant l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Suites proposées	Délais proposés
4	Plan de défense incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Ann II – pt 23	Demande d'action corrective	3 mois
5	Étude des flux thermiques	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Ann. VIII		
6	Rétention	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Ann. II – pt 11		

Les fiches de constats ne faisant pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Situation administrative	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1
2	Contrôle périodique	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Ann II – pt 1.8.1
3	État des matières stockées	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Ann II – pt 1.4

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats – À l'issue de l'inspection, nous avons demandé à l'exploitant de conduire les actions correctives suivantes sous un délai de 3 mois :

- compléter le Plan de Défense contre l'Incendie (PDI) de l'établissement par la démonstration de l'efficacité du dispositif d'extinction automatique visé au point 28.1 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 pour éviter la persistance d'une nappe enflammée. Les différents indices du document devront en outre être datés. Ce document sera tenu à la disposition de l'inspection des installations classées,
- transmettre à l'inspection des installations classées l'étude de modélisation des flux thermiques prescrite par l'annexe VIII de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017,
- transmettre à l'inspection des installations classées une étude comparant, après les avoir déterminés, les volumes maximaux d'eau susceptibles d'être utilisés en cas d'incendie dimensionnant dans chacun des groupes d'IPD, augmentés de 10 l/m² correspondant aux eaux de pluie sur les surfaces de drainage, avec les capacités de rétention dédiées à chacun d'eux, en application des dispositions du point 11 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017.

Si, à l'issue de cet exercice, les capacités de rétention s'avéraient insuffisantes, il conviendrait de transmettre sous le même délai une proposition de travaux de mise en conformité ainsi qu'un échéancier de réalisation.

Enfin, en application des dispositions du point 11 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017, les vannes d'isolement des canalisations de vidange des bassins de rétention existants précités devront être rendues automatiques et asservies à l'alarme incendie sous un délai de 6 mois.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1
Thème : Risques accidentels, Évolutions réglementaires
<p>Prescription contrôlée : Le présent arrêté s'applique aux entrepôts couverts déclarés, enregistrés ou autorisés au titre de la rubrique n° 1510 de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Libellé rubrique 1510 : Entrepôts couverts (installations, pourvues d'une toiture, dédiées au stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes), à l'exception des entrepôts utilisés pour le stockage de matières, produits ou substances classés, par ailleurs, dans une unique rubrique de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage des véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts exclusivement frigorifiques.</p>
<p>Constats : L'établissement est autorisé et réglementé par :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'arrêté préfectoral 2012 068-0009 du 8 mars 2012, • l'arrêté préfectoral PAIC 2016-0020 du 21 mars 2016 • le courrier préfectoral du 4 mars 2022 accordant le bénéfice de l'antériorité pour l'exploitation d'entrepôts relevant de la rubrique 1510-2.b de la nomenclature, sous le régime de l'enregistrement. Ce courrier a été établi sur la base d'un document de l'exploitant, du 21 décembre 2021, identifiant de 7 IPD constituant deux groupes : <ol style="list-style-type: none"> 1. « Montdésir », d'un volume total de 66 412 m³, susceptible de contenir au maximum 1 785.5 tonnes de matière combustible, 2. « Touvière », d'un volume total de 16 299 m³, susceptible de contenir au maximum 507.8 tonnes de matière combustible.

<p>Lors de l'inspection, nous avons constaté que l'établissement comprenait 7 IPD constituant 2 groupes d'IPD, l'un désigné « Montdésir », l'autre « Touvière ».</p> <p>Les récépissés du 26 septembre 2005 et du 6 décembre 2007 pour des installations d'entrepôts relevant du régime de la déclaration sont donc caducs, les activités étant intégrées au référentiel réglementaire actuel.</p> <p>Lors d'une prochaine mise à jour de l'arrêté préfectoral du 8 mars 2012 précité nous proposerons d'abroger les récépissés de déclaration précités et de faire figurer ces volumes et quantités dans le tableau des rubriques.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Contrôle périodique

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, point 1.8.1 de l'annexe II</p>
<p>Thème : Risques accidentels, Exigence réglementaire</p>
<p>Prescription contrôlée : L'installation est soumise à des contrôles périodiques par des organismes agréés dans les conditions définies par les articles R. 512-55 à R. 512-60 du Code de l'environnement.</p> <p>Ces contrôles ont pour objet de vérifier la conformité de l'installation aux prescriptions de la présente annexe, lorsqu'elles lui sont applicables. Ils sont listés en annexe III du présent arrêté. [...]</p> <p>L'exploitant conserve le rapport de visite que l'organisme agréé lui adresse dans le dossier installations classées prévu au présent point 1.2. Si le rapport fait apparaître des non-conformités aux dispositions faisant l'objet du contrôle, l'exploitant met en œuvre les actions correctives nécessaires pour y remédier. Ces actions ainsi que leurs dates de mise en œuvre sont formalisées et conservées dans le dossier susmentionné.</p>
<p>Constats : Les entrepôts de l'établissement relèvent du régime de l'enregistrement. Ils ne sont pas soumis à contrôle périodique.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : État des matières stockées

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, point 1.4.I de l'article II</p>
<p>Thème : Risques accidentels, Gestion des risques</p>
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Cet état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :</p> <ol style="list-style-type: none"> servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. <p>Pour les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les</p>

stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.

2. répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.

L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.

Pour les matières dangereuses et les cellules liquides et solides liquéfiables combustibles, cet état est mis à jour, a minima, de manière quotidienne.

Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.

L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent, ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition, dans les mêmes conditions que l'état des matières stockées.

Constats : L'exploitant tient à jour un état des stocks quotidien pour :

- les matières dangereuses, en précisant les mentions de danger,
- les matières et produits non dangereux.

Le nom du secteur ou du local où se trouve chaque stock est mentionné dans le tableau de recensement et reporté sur un plan.

Le document est tenu édité chaque jour et déposé au poste de garde situé à environ 200 m des locaux industriels, où il est à disposition des services de l'État. Nous avons demandé le document au gardien qui l'a parfaitement identifié et nous l'a présenté.

Un recalage entre état informatique et état réel des stocks est réalisé en moyenne 3 fois par mois.

Les fiches de données de sécurité sont disponibles au travers d'une base de données. Nous avons vérifié la disponibilité par sondage du Benzac AC Wash 5 % contenant des peroxydes.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Plan de défense incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, point 23 de l'annexe II

Thème : Risques accidentels, Gestion des risques

Prescription contrôlée : Pour tout entrepôt, un plan de défense incendie (PDI) est établi par l'exploitant, en se basant sur les scénarios d'incendie les plus défavorables d'une unique cellule.

Ce plan de défense incendie est décrit au point 23 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017. Il prévoit en outre les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité sont tenues à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler.

Constats : L'exploitant nous a présenté en séance son PDI, à l'indice II, mais non daté. L'ensemble des items prévus par le point 23 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 sont traités à l'exception de la démonstration de l'efficacité du dispositif d'extinction automatique, visé au point 28.1 de l'annexe II, pour éviter la persistance d'une nappe enflammée. Cette démonstration

est pertinente compte tenu de la présence constatée dans l'établissement de stockage de liquides et notamment de glycérine et de mono propylène glycol.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : compléter sous 3 mois le PDI de l'établissement par la démonstration de l'efficacité du dispositif d'extinction automatique visé au point 28.1 de l'annexe II pour éviter la persistance d'une nappe enflammée. Les différents indices du document devront en outre être datés.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Étude des flux thermiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Annexe VIII
Thème : Risques accidentels, Gestion des risques
Prescription contrôlée : L'exploitant élabore avant le 1 ^{er} janvier 2023 une étude visant à déterminer les distances correspondant à des effets thermiques en cas d'incendie de 8 kW/m ² . Les distances sont au minimum soit celles calculées, à hauteur de cible ou à défaut à hauteur d'homme, pour chaque cellule en feu prise individuellement par la méthode FLUMILOG compte-tenu de la configuration du stockage et des matières susceptibles d'être stockées (référéncée dans le document de l'INERIS « Description de la méthode de calcul des effets thermiques produits par un feu d'entrepôt », partie A, réf. DRA-09-90 977-14553A) si les dimensions du bâtiment sont dans son domaine de validité, soit celles calculées par des études spécifiques dans le cas contraire. Cette étude est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées, et pour les installations soumises à déclaration, des organismes de contrôle.
Constats : L'étude de flux thermique n'a pas été réalisée. L'exploitant nous a indiqué que la commande avait été passée à SOCOTEC en 2022 dans le cadre d'un projet d'extension. Un acompte avait notamment été versé. Le projet d'extension a été abandonné mais la commande est toujours d'actualité pour l'établissement existant.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : faire réaliser et nous transmettre l'étude de modélisation des flux thermiques sous un délai de 3 mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Rétention

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, point 11 de l'annexe II
Thème : Risques accidentels, Gestion des risques
Prescription contrôlée : Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées pour l'extinction d'un incendie et le refroidissement, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes aux cellules de stockage. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées.
Constats : Le groupe d'IPD « Montdésir » est doté : <ul style="list-style-type: none"> de deux bassins étanches de 351 et 903 m³ munis de vannes d'isolement manuelles,

- d'un bassin tampon non revêtu, donc non rigoureusement étanche, de 465 m³ dans lequel surversent les deux bassins précités en cas de débordement,
- de deux dispositifs d'obturation gonflable des canalisations de vidange tampon précité,
- d'une réserve d'eau de sprinklage de 1 040 m³.

Le groupe d'IPD « Touvière » est doté :

- de rétentions des eaux d'incendie constituées notamment par les quais de chargement et par la géométrie des locaux,
- d'une réserve d'eau de sprinklage de 432 m³ et d'une réserve complémentaire de 30 m³.

De plus, le site est doté de plusieurs poteaux d'incendie et de RIA répartis dans les locaux.

Enfin, en 2011, le dossier de demande d'autorisation précisait que pour l'ensemble du site « le besoin en eau du plus grand volume à protéger est de 630 m³ ».

Lors de l'inspection, il ne nous a pas été possible de comparer les volumes maximaux d'eau susceptibles d'être utilisés en cas d'incendie dimensionnant dans chacun des groupes d'IPD avec les capacités de rétentions. Enfin, les besoins en eau, établis en 2011, nous paraissent nécessiter une nouvelle évaluation au regard de la situation actuelle.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : transmettre à l'inspection des installations classées une étude comparant, après les avoir déterminés, les volumes maximaux d'eau susceptibles d'être utilisés en cas d'incendie dimensionnant dans chacun des groupes d'IPD, augmentés de 10 l/m² correspondant aux eaux de pluie sur les surfaces de drainage, avec les capacités de rétentions dédiées à chacun d'eux, en application des dispositions du point 11 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017.

Si, à l'issue de cet exercice, les capacités de rétention s'avéraient insuffisantes, il conviendrait de transmettre sous le même délai une proposition de travaux de mise en conformité ainsi qu'un échéancier de réalisation.

Enfin, en application des dispositions du point 11 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017, les vannes d'isolement des canalisations de vidange des bassins de rétention existants précités devront être rendues automatiques et asservies à l'alarme incendie sous un délai de 6 mois.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

